



14 JUILLET 2020 : NOUS NE NOUS DÉFILERONS PAS !

Médaille de l'engagement face aux épidémies pour les salarié·es qui sont restés en première ligne lors de la crise Covid-19, « Open badges » pour les enseignant·es méritants qui ont su s'adapter pour assurer la fameuse continuité pédagogique, livre d'or pour les personnels de l'ADMR, remerciements aux soignant·es à l'occasion du défilé de la fête nationale ... Depuis plusieurs semaines on voit fleurir toutes sortes d'idées pour exprimer la reconnaissance de l'État... toutes sortes d'idées qui ne coûtent pas un sou et sont toutes plus méprisantes les unes que les autres au regard du travail réel effectué. Quand on rajoute à cela, la fameuse prime Covid qui tombe désormais dans les différents services de la Fonction publique ou dans les entreprises au bon vouloir des directions et qui ne sert qu'à entretenir la concurrence entre les services et entre les salarié·es tout est dit ! Le « jour d'après », pour le gouvernement et le MEDEF, c'est comme avant... mais en pire pour les travailleurs et travailleuses. Dans le département, les salarié·es de Daher, de Técalémit, de Boiron, de l'ADMR, etc. peuvent en témoigner : le profit et les dividendes passent toujours avant les conditions de vie et de travail. On est bien loin de l'idée de relocaliser les entreprises : le patronat préfère laisser partir les savoirs et savoir-faire !

Les promesses de Macron aux personnels de la santé en sont un autre exemple. Le fameux Ségur s'avère être une véritable mascarade. Les personnels l'avaient bien pressenti en se mobilisant le 16 juin fortement en Loir et Cher. Aujourd'hui, la réponse du gouvernement d'attribuer 7 milliards pour la santé publique et privée est très insuffisante pour répondre aux revendications du monde de la santé : cela ne correspond qu'à 5 % des besoins. Rien n'est fait pour mettre fin aux fermetures de lits, embaucher massivement des professionnel·les (100 000 pour les hôpitaux et 200 000 pour les services médico-sociaux), augmenter les salaires de 300 € net par mois immédiatement pour l'ensemble des personnels soignants et non-soignants de la santé publique et privée, et ouvrir une vraie négociation sur la revalorisation du point d'indice et des grilles salariales, qui concernerait l'ensemble de la Fonction publique.

Alors que Macron nous annonce « du sang et des larmes » pour la rentrée pour les travailleurs et travailleuses, que les PSE et les accords de performance collective sont en passe de se multiplier pour faire du chantage à l'emploi et pressurer toujours plus les salarié·es, nos organisations appellent l'ensemble des salarié·es, retraité·es, privé·es d'emploi et la jeunesse à se mobiliser le 14 juillet autour des questions d'augmentation générale des salaires et des retraites, le développement de l'emploi stable et à temps plein, tant dans le privé que dans les services publics, et l'amélioration des conditions de travail.

NOS ORGANISATIONS REVENDIQUENT:

- une augmentation immédiate générale de 400 € des salaires, pensions et minima sociaux.
- Le dégel du point de la Fonction publique et des conventions collectives et le rattrapage des 18 % de perte depuis 2000.
- L'intégration de toutes les primes dans le salaire de base.
- La création de postes de titulaires dans la Fonction publique et un plan de titularisation pour les personnels précaires.
- Le renforcement des services publics de proximité et les moyens nécessaires pour répondre à l'ensemble des besoins de la population.
- Le maintien de l'emploi en Loir et Cher avec l'arrêt de la délocalisation de Técalémit Blois dans la Sarthe et des fermetures des entreprises Daher et Boiron.
- Le 100 % sécu basé intégralement sur les cotisations sociales (et non sur l'impôt) et la prise en charge de la perte d'autonomie.
- La renationalisation des secteurs stratégiques.
- L'abandon des contre-réformes de l'assurance chômage et de la retraite par points.

NOS ORGANISATIONS APPELLENT À PARTICIPER À LA JOURNÉE D'ACTION DU 14 JUILLET À BLOIS

- 10h30 : Rendez-vous devant l'hôpital pour la manif
- 12h00 : apéro et repas revendicatif aux jardins de l'Évêché
- 14h30 : concert de soutien aux salarié·es par Mathis Poulin

Blois, le 6 juillet 2020